

Un plan mondial pour financer les objectifs de développement durable des Nations Unies est nécessaire d'urgence, selon le nouveau rapport du SDSN

Paris, 2 juin 2022 – Aujourd’hui le Réseau de Solution pour le Développement Durable (SDSN) a publié le Rapport mondial sur le Développement Durable, qui présente l’indice et les visualisations interactives documentant les progrès réalisés vers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le rapport montre que les crises internationales, multiples et simultanées, ont stoppé les progrès vers les objectifs globaux adoptés par tous les pays membres de l’ONU (Organisation des Nations Unies) lors du sommet historique de 2015.

« Cinquante ans après la première Conférence des Nations Unies sur l’environnement qui s’est tenue à Stockholm en 1972, nous avons plus que jamais besoin des principes fondamentaux des ODD d’inclusion sociale, d’énergie propre, de consommation responsable et d’accès universel aux services publics pour répondre aux défis majeurs de notre temps. Les pays pauvres et vulnérables sont tout particulièrement frappés par de multiples crises sanitaires, géopolitiques et climatiques et par leurs retombées internationales. Afin de rétablir et d’accélérer les progrès vers les ODD, nous avons besoin d’une coopération mondiale pour mettre fin à la pandémie, négocier la fin de la guerre en Ukraine et assurer le financement nécessaire pour atteindre les ODD », déclare le Professeur Jeffrey D. Sachs, Président du SDSN et premier auteur du rapport.

Citer le rapport :

Sachs, J., Lafortune, G., Kroll, C., Fuller, G., Woelm, F. (2022). From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond. Sustainable Development Report 2022. Cambridge: Cambridge University Press.

Le rapport est téléchargeable gratuitement ici :

Site web : <https://www.sdgindex.org/>

Visualisation interactive des données : <https://dashboards.sdgindex.org/>

Pour la deuxième année consécutive, le monde ne réalise plus de progrès vers les ODD.

Les multiples crises simultanées dans les champs sanitaire, climatique, de la biodiversité, géopolitique et militaire représentent des contretemps majeurs pour le développement durable à l’échelle mondiale. L’indice ODD moyen au niveau mondial a légèrement diminué en 2021 pour la deuxième année consécutive, en raison de l’impact de la pandémie sur l’ODD 1 (Pas de pauvreté) et sur l’ODD 8 (Travail décent et croissance économique), et à cause d’une faible performance dans les ODD 11 à 15 (les objectifs concernant le climat, la biodiversité et le développement urbain durable). En plus de leurs coûts humanitaires très lourds, les conflits militaires – y compris la guerre en Ukraine – provoquent des retombées considérables à l’international pour la sécurité alimentaire et les prix de l’énergie, qui sont amplifiées par la crise climatique et la crise de la biodiversité. Ces conflits nous empêchent de surcroît de penser et d’investir à long-terme. La

paix, la diplomatie et la coopération internationale sont des conditions fondamentales pour permettre au monde de progresser vers les ODD d'ici 2030 et au-delà.

La Finlande arrive en tête du classement de l'indice ODD 2022 et est suivie par trois pays nordiques – le Danemark, la Suède et la Norvège – tous les pays du top 10 de l'indice 2022 étant des pays Européens. Malgré leur score, même ces pays sont confrontés à des défis considérables pour atteindre certains ODD. Dans l'ensemble, l'Asie de l'Est et du Sud est la région qui a le plus progressé sur les ODD depuis leur adoption en 2015. Les deux pays ayant réalisé le plus de progrès dans les ODD depuis 2015 sont le Bangladesh et le Cambodge. À l'inverse, le Venezuela est le pays qui a le plus régressé sur l'indice ODD depuis l'adoption des objectifs en 2015.

La France se classe 7^{ème} sur 163 pays inclus dans le classement ODD mondial 2022. Comparé avec le reste du monde, la France performe relativement bien sur les objectifs socio-économiques, incluant l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 5 (Equilibre entre les sexes) et en matière d'accès aux services publics (santé, numérique, énergie) malgré des inégalités persistantes notamment dans le domaine de l'éducation. En revanche, comme d'autres pays de l'OCDE, la France obtient ses pires résultats sur les ODD 12 (Consommation et production responsable) et l'ODD 13 (Lutte contre le changement climatique). Ces résultats sont tirés vers le bas, notamment en raison d'externalités négatives générées par la consommation en France sur le reste du monde. La France se classe **154^{ème} sur 163 pays** dans le classement des externalités négatives. En matière d'effort pour intégrer les ODD dans ses stratégies et les pratiques du secteur public, la France est dans la catégorie « **Engagement faible** », bien en dessous des pays nordiques et d'autres pays du G20 (Allemagne, Argentine, Autriche, Japon et Mexique) mais au-dessus du Brésil, des Etats-Unis et de la Russie.

Le besoin urgent d'un plan mondial pour financer le développement durable.

Fondamentalement, les ODD sont un agenda d'investissement dans les infrastructures physiques (y compris les énergies renouvelables et les technologies numériques) et dans le capital humain (y compris la santé et l'éducation). Et pourtant, l'accès aux marchés pour se financer à un coût acceptable est encore limité pour la moitié la plus pauvre de la planète. Les pays pauvres et vulnérables ont été durement frappés par des crises multiples et leurs répercussions internationales. Les pressions croissantes sur les budgets, les dépenses militaires grandissantes et certains changements majeurs de priorités stratégiques, notamment en Europe, pourraient comprimer les fonds disponibles pour soutenir le développement durable à l'échelle globale. Dans un tel contexte, le rapport propose un *plan en cinq parties* pour financer les ODD mondialement. Le rapport souligne le rôle essentiel du G20, du Fonds Monétaire International (FMI) et des Banques Multilatérales de Développement (BMD) pour amplifier le financement des ODD dans le monde.

A mi-chemin vers 2030, les efforts en termes de politique publique et d'engagements envers les ODD diffèrent grandement.

A mi-chemin vers 2030, l'intégration des ODD dans les processus de politiques publiques, dans les régulations, les budgets, les systèmes de suivi des performances et autres politiques et procédures gouvernementales varie encore grandement entre pays. Parmi les membres du G20, les Etats-Unis, le Brésil et la Fédération de Russie sont les pays démontrant le moins de soutien à l'agenda 2030 et aux ODD. À l'inverse, les pays nordiques manifestent un soutien relativement important aux ODD, tout comme l'Argentine, l'Allemagne, le Japon et le Mexique (qui sont tous membres du G20). Certains pays, comme le Bénin et le Nigéria par exemple, pâtissent d'écarts importants dans leur indice ODD mais enregistrent des scores relativement forts concernant leurs efforts politiques pour les ODD. Il est intéressant de noter que le Bénin et le Mexique ont tous deux émis des obligations internationales dédiées au financement des ODD afin d'augmenter leurs investissements pour le développement durable.

Pour la seconde fois depuis l'adoption des objectifs en 2015, les Etats membres de l'ONU se réuniront en septembre 2023 dans les coulisses de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour le Sommet ODD pour










définir ensemble les priorités pour restaurer et accélérer les progrès dans les ODD d'ici 2030 et au-delà. Il est crucial de mettre en place des cibles, stratégies et plans d'actions au niveau national, qui soient à la fois sains et ambitieux, si l'on veut convertir les ODD en un plan d'actions.

Autres conclusions du Rapport sur le Développement Durable 2022 :

- Les pays à hauts revenus génèrent des **répercussions internationales** négatives notamment à cause d'une consommation insoutenable. L'indice 2022 des retombées internationales présenté dans ce rapport souligne comment les pays riches génèrent ces retombées socioéconomiques et environnementales négatives, notamment à travers leur commerce et leurs chaînes de valeur non-durables.
- Les innovations et nouveaux partenariats qui ont émergé pendant la pandémie de COVID-19, y compris concernant la coopération scientifique et l'échange de données, devraient être étendus pour soutenir les ODD. **La science, les innovations technologiques et les systèmes de données** peuvent aider à identifier des solutions en temps de crise et livrent des contributions décisives pour répondre aux défis majeurs de notre temps. Ces éléments appellent à des investissements accrus et prolongés dans le renforcement des capacités statistiques, la R&D, l'éducation et les connaissances en général.

Depuis 2015, le Rapport sur le Développement Durable fournit les données les plus récentes pour suivre et classer les performances de tous les Etats membres de l'ONU sur les ODD. Ce rapport a été rédigé par un groupe d'experts indépendants au sein du Réseau des Solutions de Développement Durable des Nations Unies (SDSN), mené par son président, le Professeur Jeffrey Sachs. Le rapport est produit par SDSN, publié par Cambridge University Press, et cofinancé par Bertelsmann Stiftung.

Classement et scores sur l'indice ODD 2022

	Rank	Country	Score	Rank	Country	Score
	1	Finland	86.5	42	Bulgaria	74.3
	2	Denmark	85.6	43	Cyprus	74.2
	3	Sweden	85.2	44	Thailand	74.1
	4	Norway	82.3	45	Russian Federation	74.1
	5	Austria	82.3	46	Moldova	73.9
	6	Germany	82.2	47	Costa Rica	73.8
	7	France	81.2	48	Kyrgyz Republic	73.7
	8	Switzerland	80.8	49	Israel	73.5
	9	Ireland	80.7	50	Azerbaijan	73.5
	10	Estonia	80.6	51	Georgia	73.4
	11	United Kingdom	80.6	52	Fiji	72.9
	12	Poland	80.5	53	Brazil	72.8
	13	Czech Republic	80.5	54	Argentina	72.8
	14	Latvia	80.3	55	Vietnam	72.8
	15	Slovenia	80.0	56	China	72.4
	16	Spain	79.9	57	North Macedonia	72.3
	17	Netherlands	79.9	58	Peru	71.9
	18	Belgium	79.7	59	Bosnia and Herzegovina	71.7
	19	Japan	79.6	60	Singapore	71.7
	20	Portugal	79.2	61	Albania	71.6
	21	Hungary	79.0	62	Suriname	71.6
	22	Iceland	78.9	63	Ecuador	71.5
	23	Croatia	78.8	64	Algeria	71.5
	24	Slovak Republic	78.7	65	Kazakhstan	71.1
	25	Italy	78.3	66	Armenia	71.1
	26	New Zealand	78.3	67	Maldives	71.0
	27	Korea, Rep.	77.9	68	Dominican Republic	70.8
	28	Chile	77.8	69	Tunisia	70.7
	29	Canada	77.7	70	Bhutan	70.5
	30	Romania	77.7	71	Turkey	70.4
	31	Uruguay	77.0	72	Malaysia	70.4
	32	Greece	76.8	73	Barbados	70.3
	33	Malta	76.8	74	Mexico	70.2
	34	Belarus	76.0	75	Colombia	70.1
	35	Serbia	75.9	76	Sri Lanka	70.0
	36	Luxembourg	75.7	77	Uzbekistan	69.9
	37	Ukraine	75.7	78	Tajikistan	69.7
	38	Australia	75.6	79	El Salvador	69.6
	39	Lithuania	75.4	80	Jordan	69.4
	40	Cuba	74.7	81	Oman	69.2
	41	United States	74.6	82	Indonesia	69.2

Rank	Country	Score	Rank	Country	Score
83	Jamaica	69.0	124	Rwanda	59.4
84	Morocco	69.0	125	Pakistan	59.3
85	United Arab Emirates	68.8	126	Senegal	58.7
86	Montenegro	68.8	127	Cote d'Ivoire	58.4
87	Egypt, Arab Rep.	68.7	128	Ethiopia	58.0
88	Iran, Islamic Rep.	68.6	129	Syrian Arab Republic	57.4
89	Mauritius	68.4	130	Tanzania	57.4
90	Bolivia	68.0	131	Zimbabwe	56.8
91	Paraguay	67.4	132	Mauritania	55.8
92	Nicaragua	67.1	133	Togo	55.6
93	Brunei Darussalam	67.1	134	Cameroon	55.5
94	Qatar	66.8	135	Lesotho	55.1
95	Philippines	66.6	136	Uganda	54.9
96	Saudi Arabia	66.6	137	Eswatini	54.6
97	Lebanon	66.3	138	Burkina Faso	54.5
98	Nepal	66.2	139	Nigeria	54.2
99	Turkmenistan	66.1	140	Zambia	54.2
100	Belize	65.7	141	Burundi	54.1
101	Kuwait	64.5	142	Mali	54.1
102	Bahrain	64.3	143	Mozambique	53.6
103	Myanmar	64.3	144	Papua New Guinea	53.6
104	Bangladesh	64.2	145	Malawi	53.3
105	Panama	64.0	146	Sierra Leone	53.0
106	Guyana	63.9	147	Afghanistan	52.5
107	Cambodia	63.8	148	Congo, Rep.	52.3
108	South Africa	63.7	149	Niger	52.2
109	Mongolia	63.5	150	Yemen, Rep.	52.1
110	Ghana	63.4	151	Haiti	51.9
111	Lao PDR	63.4	152	Guinea	51.3
112	Honduras	63.1	153	Benin	51.2
113	Gabon	62.8	154	Angola	50.9
114	Namibia	62.7	155	Djibouti	50.3
115	Iraq	62.3	156	Madagascar	50.1
116	Botswana	61.4	157	Congo, Dem. Rep.	50.0
117	Guatemala	61.0	158	Liberia	49.9
118	Kenya	61.0	159	Sudan	49.6
119	Trinidad and Tobago	60.4	160	Somalia	45.6
120	Venezuela, RB	60.3	161	Chad	41.3
121	India	60.3	162	Central African Republic	39.3
122	Gambia, The	60.2	163	South Sudan	39.0
123	Sao Tome and Principe	59.4			



Contacts

Guillaume Lafortune | guillaume.lafortune@unsdsn.org | +33 (0) 6 60 27 57 50, Vice-Président & Directeur du bureau du SDSN à Paris, Réseau des Solutions de Développement Durable des Nations Unies (SDSN)

Dr. Christian Kroll | c.kroll@alumni.lse.ac.uk

Maëlle Voil | media@unsdsn.org | +33 (0) 6 99 41 70 11

A propos du SDSN

Le Réseau des Solutions de Développement Durable (SDSN) des Nations Unies mobilise l'expertise scientifique et technique des universités, de la société civile et du secteur privé pour soutenir la résolution de problèmes pratiques pour le développement durable à l'échelle locale, nationale et mondiale. Le SDSN fonctionne depuis 2012 sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU. Le SDSN mobilise des réseaux nationaux et régionaux composés d'instituts de recherche et d'universités, des réseaux thématiques axés sur les solutions et la « SDG Academy », une université en ligne pour le développement durable.